



BERTRAND BADRÉ

Directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale

Cet atelier consacré à l'énergie est censé durer trois heures. Mais nous pourrions peut-être le raccourcir un peu si nous nous essouffons ! C'est avec humilité que je vais présider cet atelier car je ne suis absolument pas un spécialiste de l'énergie. Cependant, dans le cadre de mes fonctions au sein de la Banque mondiale, l'énergie est depuis trois ans au centre de nombre de mes activités. L'énergie est l'un des thèmes centraux débattus cette année.

En effet, la Conférence sur le financement du développement, la réunion sur les Objectifs du développement durable et la COP21 qui se tiendra bientôt à Paris ont mis, ou vont mettre à l'honneur la question de l'énergie. Il est donc particulièrement intéressant d'avoir cette discussion aujourd'hui. Bienvenue à cet atelier, intitulé « Energie : entre économie, géopolitique et technologie ». Je m'appelle Bertrand Badré, je suis français et j'occupe les fonctions de directeur général et directeur financier du Groupe de la Banque mondiale. Je présiderai cet atelier et j'animerai notre discussion. Avant de présenter nos invités, permettez-moi de planter le décor.

L'énergie est fondamentale pour la croissance économique et le développement durable. Je ne vous apprends rien. L'accès à l'énergie détermine les avancées dans tous les aspects du développement. Lorsque des pays sont dépourvus de sources d'énergie fiables et durables, les populations et les économies souffrent. Il suffit de voyager dans de nombreux pays en développement pour se rendre compte que partout, la priorité absolue est l'électricité. 1,1 milliard de personnes vivent encore sans électricité, et 2,9 milliards ne disposent toujours pas de combustibles modernes pour cuisiner et se chauffer.

Mais il ne suffit pas d'avoir conscience du problème : il faut aussi mettre en œuvre des partenariats, des outils de suivi et des financements adéquats pour avancer. La bonne nouvelle est que de nombreux éléments se mettent en place, lentement, mais je l'espère sûrement. Par exemple, entre 2010 et 2012, le taux d'électrification mondiale est passé de 83 à 85 %, ce qui reste modeste, mais les choses vont dans le bon sens. Selon les estimations, 220 millions de personnes ont pu accéder pour la première fois à l'énergie.

On a par ailleurs observé une croissance des énergies renouvelables modernes, y compris l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la géothermie, dont la part dans la consommation énergétique mondiale totale a atteint 8,8 % en 2012, contre 8,4 % en 2010. Là encore, la progression est modeste, mais va dans le bon sens. Parallèlement à cela, l'intensité énergétique mondiale a diminué de plus de 1,7 % par an. Comme le montrent ces chiffres, il reste un long chemin à parcourir, et les défis sont énormes. Le paysage énergétique mondial est en constante mutation, avec d'importants changements sur le plan des technologies et des comportements des consommateurs.

Aujourd'hui, sous l'effet de la chute des prix du pétrole et de l'essor des sources d'énergie alternatives, on observe de profonds changements structurels. Patrick Pouyanné a parfaitement décrit la situation hier, pour ceux qui ont eu la chance de participer à cette session. Du fait de ces profonds changements structurels, nombre de pays en développement font face à un défi de taille : mettre en place des politiques, de réglementations et d'institutions inspirées des meilleures pratiques. La confiance des investisseurs en dépend.

L'une des réponses à ce défi est de créer un canal fiable pour les projets d'investissement soutenus par les structures d'atténuation des risques et de financement appropriées. A la Banque mondiale, nous pensons que, si le monde veut réussir cette transition énergétique indispensable, des mesures immédiates sont nécessaires dans six domaines politiques clés. Premièrement, il faut renforcer les fondamentaux du secteur. Deuxièmement, il faut mettre en place des incitations appropriées favorisant l'accès universel à l'énergie. Le troisième domaine est plutôt sensible, il s'agit de fixer le juste prix de l'énergie. Quatrièmement, il faut donner la priorité à l'efficacité énergétique. Cinquièmement, il faut accroître les sources d'énergie renouvelable. Sixième et dernier domaine, et non le moindre, il faut mobiliser les capitaux privés. C'est de là que viendra l'argent.

Prenons maintenant les six domaines politiques clés nécessaires à la transition énergétique et examinons ce qu'on appelle le triple défi des décideurs politiques. Le premier défi consiste à répondre à la demande croissante d'énergie fiable et abordable. Cela requiert une planification stratégique, des investissements à grande échelle, une participation accrue du secteur privé et un commerce régional renforcé. La demande d'énergie fiable et abordable ne cesse de croître. Le deuxième défi consiste à garantir un accès à l'énergie socialement équitable. Les 1,1 milliard de personnes sans électricité et les 2,8 milliards de personnes utilisant des combustibles traditionnels pour cuisiner doivent pouvoir accéder aux services énergétiques modernes.

Le troisième défi consiste à améliorer la durabilité énergétique et environnementale. On estime, comme vous le savez tous, que 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre proviennent de la production et de l'utilisation d'énergie. La pollution de l'air liée aux poêles à combustible solide tue chaque année 4,3 millions de personnes. Nous voici donc dans un nouveau paysage énergétique, dans un monde énergétique entièrement nouveau et en constante évolution.

Quels sont les facteurs qui auront le plus fort impact ? Notre discussion va faire la part belle au développement technologique et à la technologie. Les technologies liées au solaire, au nucléaire et au captage et stockage du carbone auront probablement un impact important et profond sur l'avenir des systèmes énergétiques. La baisse des coûts technologiques a certainement contribué à favoriser la croissance de la consommation d'énergies renouvelables. En particulier, les coûts du photovoltaïque (PV) ont enregistré une baisse rapide, les prix des modules PV ayant diminué de moitié entre 2010 et 2012, et cette tendance se poursuit.

Par ailleurs, la chute des prix du pétrole pose la question des subventions des combustibles fossiles. Il s'agit d'une question primordiale pour le FMI et la Banque mondiale. Nous aborderons ce point dans le détail car il est clair que la suppression des subventions encouragera considérablement le développement des énergies propres. Pour relever les défis que je viens de mentionner, l'amélioration de la fourniture des services énergétiques et de la gouvernance est essentielle. Il faut également mettre l'accent sur la promotion des énergies renouvelables, l'amélioration du bouquet énergétique, l'efficacité énergétique et une meilleure efficacité des opérateurs du secteur de l'énergie. Il faut également soutenir les réformes des subventions et du secteur, ce qui ne sera pas chose aisée, comme vous le savez.

Afin d'agir dans ces différents domaines, nous devons mettre en commun nos connaissances, notre innovation et nos ressources humaines et financières. Ce n'est qu'à cette condition que nous obtiendrons un résultat optimal. Les fonds publics disponibles ne suffiront pas, loin s'en faut, une participation du secteur privé est donc vitale. Cette année, nous avons publié un rapport en collaboration avec le FMI, la BEI et toutes les banques de développement. Le message de ce rapport est clair : il faut cesser de parler de « milliards » et s'exprimer désormais en termes de « trillions ».

Quand vous parlez d'argent public, vous parlez de milliards mais il va falloir des trillions d'investissements et ces trillions viendront principalement du secteur privé. Pour attirer les investissements privés, nous devons mettre en œuvre les fondamentaux du secteur énergétique au niveau des pays. Cela signifie en particulier instaurer un environnement propice dans lequel les contrats sont honorés, les réglementations sont appliquées et la concurrence est ouverte et équitable. C'est vrai pour les infrastructures en général, mais c'est encore plus vrai pour l'énergie.

Grâce à la baisse des prix du pétrole, à l'innovation et aux économies d'échelle dans le secteur des énergies renouvelables, mettre fin à la pauvreté énergétique semble plus que jamais une ambition à notre portée. Cependant, les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales vont devoir travailler ensemble et, là encore, c'est plus facile à dire qu'à faire. Nous devons apprendre à travailler en partenariat, nous devons agir ensemble et ne pas nous contenter de belles paroles.

Cet après-midi, nous nous concentrerons sur deux grandes questions qui, je l'espère, serviront de cadre à cet atelier. La première question est la suivante : quel est le nouveau paysage du secteur du pétrole et du gaz, avec en toile de fond la baisse des prix du pétrole, l'augmentation de la production et l'émergence de sources d'énergie alternatives ? La deuxième question est celle-ci : quels sont les plus grands défis mondiaux en matière de sécurité et de durabilité énergétiques ? Nous aurons peut-être le temps, si nous allons au bout des trois heures qui nous sont imparties, de parler de l'avenir. Nous discuterons des mesures à prendre pour que le monde relève avec succès les défis que je viens brièvement de décrire.

Pour nous aider à traiter ces questions, laissez-moi vous présenter nos éminents intervenants. Dans la première partie consacrée au nouveau paysage du secteur du pétrole et du gaz, nous écouterons Olivier Appert, président du Comité français du Conseil mondial de l'énergie. Il est aussi délégué général de l'Académie française des Technologies. Précédemment, il était président-directeur général de l'IFP Energies nouvelles. Olivier présentera les principales raisons de la chute des prix du pétrole et du déséquilibre entre l'offre et la demande. Nous espérons également qu'il abordera les conséquences pour les pays de l'OPEP et le rôle de l'organisation.

Le deuxième intervenant est Masood Ahmed, directeur du département Moyen-Orient et Asie Centrale du FMI. Avant, il a occupé la fonction de directeur général de l'unité politique et du développement international au sein du département du développement international du gouvernement du Royaume-Uni. Masood va nous parler de l'impact de la chute des prix du pétrole sur les pays producteurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Asie centrale et de la façon dont ils sont susceptibles de réagir.

Le troisième intervenant est Tatsuo Masuda, professeur à la Nagoya University of Commerce and Business au Japon. Il a été vice-président de la Japan National Oil Corporation. Le quatrième intervenant est Antoine Rostand, conseiller chez Schlumberger, première société mondiale de services pétroliers. Il convient de préciser que son intervention sera axée sur le gaz de schiste et son impact sur les marchés ; il se penchera également sur la production de pétrole de schiste et son déclin. Voilà pour la première partie.

Dans la deuxième partie, consacrée aux défis mondiaux de la sécurité et de la durabilité énergétiques, nous écouterons Pierre Sigonney, économiste en chef chez Total. Nous accueillerons Nobuo Tanaka, président de la Sasakawa Peace Foundation et ancien directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie de 2007 à 2011. Lee Hye-Min est sherpa du G20 et ambassadeur pour les affaires économiques internationales, République de Corée. Bienvenue à tous, j'attends avec impatience notre discussion. J'espère qu'elle sera animée et que nous trouverons quelques réponses à ces questions difficiles.